

Unité départementale de Lille  
Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 Lille

Lille, le 06/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SOFRILOG**

10 bis rue de l'Europe  
59160 Lille

Références : -  
Code AIOT : 0007001177

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/11/2024 dans l'établissement SOFRILOG implanté 10 bis rue de l'Europe 59160 Lille. L'inspection a été annoncée le 13/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan des visites d'inspections de la DREAL Hauts-de-France au titre de l'année 2024. Elle a été annoncée par courriel le 13 septembre 2024 et a porté sur la prévention du risque légionelle.

Elle porte sur les installations suivantes :

- les circuits de refroidissement des 2 tours aéroréfrigérantes en fonctionnement sur le site : les TAR 1 et 2.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOFRILOG
- 10 bis rue de l'Europe 59160 Lille
- Code AIOT : 0007001177
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est régulièrement autorisé par arrêté préfectoral du 20/12/1994, complété par arrêté préfectoral complémentaire du 22/10/1998, pour les activités principales suivantes :

- emploi ou stockage d'ammoniac (1136-3),
- préservation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale par congélation (2220),
- préservation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale par congélation (2221).

Suite à l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/07/2018, les activités du site sont classées à autorisation sous la rubrique n°4735 de la nomenclature des installations classées

Les autres activités du site étant exercées sous le régime de la déclaration ou non classées.

Le site dispose des installations de dispersion d'eau dans un flux d'air suivantes, fonctionnant en continu :

- TAR circuit 1 de type « circuit primaire fermé » d'une puissance de 1 474 KW,
- TAR circuit 2 de type « circuit primaire fermé » d'une puissance de 1 474 KW.

La puissance totale de refroidissement est de 2 948 KW.

Ces installations classées sont soumises au régime de la déclaration au titre de la rubrique 2921. Les dispositions applicables associées sont définies par l'arrêté ministériel du 14/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2921 Installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air.

**Thèmes de l'inspection :**

- BIOCIDES
- Légionelles / prévention légionellose

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Personne référente et formation des personnes en charge de la tour	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23	Sans objet
2	Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.	Sans objet
3	Plans de surveillance, d'entretien et stratégie de traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b.	Sans objet
4	Stratégie de traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.b	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Procédures spécifiques, procédures d'arrêt et de redémarrage des tours	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.1.1.c	Sans objet
6	Traçabilité des actions correctives et préventives, du nettoyage annuel.	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.IV.2	Sans objet
7	Fréquence des analyses réglementaires des concentrations en Lp	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.d	Sans objet
8	Modalités de prélèvement en vue de l'analyse des légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.3.b	Sans objet
9	Transmission des résultats d'analyses	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.e	Sans objet
10	Nettoyage préventif annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c.	Sans objet
11	Procédure en cas de dépassement des 100000 UFC/L	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.	Sans objet
12	Stockage des produits biocides et autres.	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 9	Sans objet
13	Etat des parties visuellement accessibles.	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2. et	Sans objet
14	Identification des produits biocides	Code de l'environnement du 29/06/2016, article article R.522-18	Sans objet
15	Utilisation des produits biocides sur le	Autre du 22/05/2012, article Annexe V	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	site		
16	FDS des produits biocides	Arrêté Ministériel du 14/12/2013	Sans objet
17	Substances actives	Autre du 22/05/2012, article 89.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La stratégie de traitement de l'exploitant vis à vis de ses deux tours aéroréfrigérantes répond aux dispositions de l'arrêté ministériel du 14/12/2013 (L'AMR est complète et conforme à la réglementation, les personnes référentes en charge des tours possèdent leurs attestation de formation sur le risque de prolifération de la légionelle, les stratégies de traitement, les procédures spécifiques et la traçabilité des actions correctives répondent aux dispositions de l'arrêté ministériel du 14/12/2013, les résultats d'analyse effectuées sur les deux dernières années montrent des concentrations inférieures au seuil de concentration en *Legionella pneumophila* de 1000 UFC/L dans l'eau des circuits).

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Personne référente et formation des personnes en charge de la tour

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions d'exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque. Ces formations portent a minima sur : - les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ; - les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté que la planification des formations et le suivi des dates de validité des attestations étaient suivies par le service des ressources humaines de la société Sofrilog. L'exploitant a transmis la liste des personnes intervenant sur le traitement des tours aéroréfrigérantes. Seul le responsable maintenance de la société Sofrilog est identifié.</p>

L'attestation de formation du responsable maintenance a été vérifiée par l'inspection, elle date du 24/09/2024 et elle est valable pour une durée de 5 ans. L'inspection a également constaté que cette attestation avait bien été délivrée par un organisme dûment agréé (l'organisme Clauger basé à Montigny en Ostrevent) à l'issue de la formation portant sur la prévenance des risques liés à la légionelle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>a) Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.</p> <p>L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;</li> <li>- les points critiques liés à la conception de l'installation ;</li> <li>- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;</li> <li>- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des point I-2 c et II-1 g du présent article.</li> </ul> <p>Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.</p> <p>Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.</p> <p>Sur la base de l'AMR sont définis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;</li> <li>- un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;</li> <li>- les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous.</li> </ul> <p>En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et</p>

<p>de prolifération des légionelles.</p> <p>La révision de l'AMR donne lieu à une mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection son analyse méthodologique de risques dans sa dernière version en date du 09/10/2024.</p> <p>L'inspection a constaté que l'AMR fournit par l'exploitant comprend une description des installations ainsi que les schémas de principe qui sont annexés. L'AMR fournit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>détaille les points critiques liés à la conception des installations (présence de dépôts de tartre, situation en hauteur des tours par rapport au niveau du sol);</li> <li>explicite et détaille les modalités de gestion des installations de refroidissement;</li> <li>définie les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevé en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement et les actions correctives à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération, par une analyse des dangers et la description des éléments et des méthodes permettant de maîtriser les risques et de vérifier l'efficacité du traitement mis en place.</li> </ul> <p>L'AMR est défini en 4 phases qui consistent à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Identifier les événements influençant les facteurs de risque,</li> <li>Analyser les facteurs de risque,</li> <li>Hiérarchiser les facteurs de risque,</li> <li>Proposer un plan d'entretien et un plan de surveillance.</li> </ul> <p>L'AMR mentionne l'absence de bras morts dans les installations.</p> <p>Les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage sont détaillées dans un document annexé à l'AMR. Depuis la dernière version de l'AMR du 09/10/2024, l'exploitant n'a pas opéré de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de ses installations.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Plans de surveillance, d'entretien et stratégie de traitement

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>b) Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion de légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau. Ces plans concernent l'ensemble de l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant.</p> <p>Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans</p>

l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR.

Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, telle que décrite au point 2 du présent article, est jointe au plan d'entretien.

Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures préventives mises en œuvre, tels que définis au point 3 du présent article. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en *Legionella pneumophila*. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits chimiques utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.

Les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues dans les plans d'entretien et de surveillance sont formalisées dans des procédures. En particulier, chacune des situations de dépassement de concentration en *Legionella pneumophila* décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière.

Les cas d'utilisation saisonnière et de fonctionnement intermittent sont analysés dans l'AMR et font l'objet de procédures adaptées dans le plan d'entretien et de surveillance. L'exploitant assure une gestion continue du risque de prolifération et de dispersion des légionelles à partir du moment où le circuit est en eau, au même titre qu'une installation fonctionnant en continu. Il s'assure de l'efficacité des actions préventives mises en œuvre, notamment en regard des objectifs de concentration en *Legionella pneumophila*.

#### Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection son plan de surveillance des installations. Les indicateurs de suivi mis en œuvre sont bien indiqués et les paramètres, ainsi que les valeurs seuils indiquées dans le plan de surveillance sont conformes à la réglementation. Les actions correctives à mettre en œuvre en cas de dérive de la concentration en Légionelle sont détaillées dans le plan de surveillance. Les plans d'actions à réaliser en fonctions des différents résultats d'analyses (en particulier chacune des situations de dépassement de concentration en *Legionella pneumophila*) sont détaillés dans un organigramme. Les deux installations de l'exploitant fonctionnant en continu, les cas d'utilisation saisonnière et de fonctionnement intermittent n'ont pas besoin d'être analysés ni dans ce document et dans l'AMR.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Stratégie de traitement

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.b

**Thème(s) :** Risques chroniques, Traitement préventif

#### Prescription contrôlée :

Prescription contrôlée :

3.7.I.1.b) Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, telle que décrite au point 2 du présent article, est jointe au plan d'entretien.



3.7.1.2.b Traitement préventif L'exploitant met en œuvre un traitement préventif de l'eau à effet permanent, pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit. L'exploitant peut mettre en œuvre tout procédé de traitement, physique et/ou chimique, dont il démontre l'efficacité sur la gestion du risque de prolifération et dispersion des légionelles. L'exploitant s'efforce de concevoir ce traitement préventif de manière à limiter l'utilisation de produits néfastes pour l'environnement. Dans tous les cas, l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien. Dans le cas où le traitement préventif comprend un traitement chimique, les concentrations des produits dans l'eau du circuit sont mises en œuvre à des niveaux efficaces pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, ne présentant pas de risque pour l'intégrité de l'installation et limitant les impacts sur le milieu. L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets. En cas d'utilisation d'injections ponctuelles de biocide(s) en traitement préventif, l'exploitant justifie que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement. Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible. Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés. Pour les nouvelles installations, ou en cas de changement de stratégie de traitement pour les installations existantes, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées et démontre l'efficacité du traitement pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des Legionella pneumophila par la réalisation d'analyses hebdomadaires en Legionella pneumophila, a minima pendant deux mois, et jusqu'à obtenir 3 analyses consécutives inférieures à 1 000 UFC/L. La stratégie de traitement elle-même constituant un facteur de risque, toute modification (produit ou procédé) entraîne la mise à jour de l'AMR, du plan d'entretien et du plan de surveillance et de la fiche de stratégie de traitement.

#### Constats :

L'exploitant a transmis la fiche de stratégie de traitement de ses deux TAR : 1 et 2. Cette fiche a été transmise par le traiteur d'eau lors de l'inspection du 19/11/2024. Cette stratégie comprend un traitement en continu avec un biocide organique non oxydant (Biocide BWT CS-3001) et un anti-tartre anticorrosion (BWT CS-1003). Le traitement continu est complété par un traitement choc réalisé avec un biocide organique minéral (BWT CS 3018) et un Biodispersant inorganique (BWT CS-4003 G). L'exploitant a justifié le choix des produits de traitement utilisés. L'exploitant a recours au traitement choc avant chaque nettoyage annuel de ses deux tours. Les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés sont décrits dans la fiche de traitement fournie. L'exploitant s'est assuré de la compatibilité des molécules entre elles pour éviter les risques d'interaction et de la compatibilité des produits aux dosages préconisés dans les conditions d'exploitation du circuit, en présentant les certificats de

comptabilité et les certificats d'efficacité sur la Legionella.

La stratégie de traitement préventif continu par injection d'un biocide non-oxydant ( BWT CS-3001) en continu est justifiée par le traiteur d'eau de la façon suivante :

- bien que l'arrêté de décembre 2013 recommande l'emploi d'un biocide oxydant pour le traitement en continu des TAR, l'emploi d'un biocide non oxydant est plus adapté aux installations du site car les deux tours aéroréfrigérantes du sites sont anciennes et l'emploi continu du biocide oxydant aurait des répercussions importantes en terme de corrosion sur les installations.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Procédures spécifiques, procédures d'arrêt et de redémarrage des tours**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.1.1.c

**Thème(s) :** Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation

**Prescription contrôlée :**

Les procédures spécifiques suivantes sont également définies par l'exploitant :

- procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours (arrêt des ventilateurs, de la production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble), dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production ;
- procédures de gestion de l'installation pendant les arrêts et les redémarrages de l'installation, dans les différents cas de figure rencontrés sur l'installation :
- suite à un arrêt de la dispersion d'eau par la ou les tours ;
- en cas de fonctionnement intermittent (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage non prévisible) ;
- en cas de fonctionnement saisonnier (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage prévisible) ;
- suite à un arrêt prolongé complet ;
- suite aux différents cas d'arrêts prolongés partiels pouvant survenir sur l'installation ;
- autres cas de figure propre à l'installation.

Les périodes d'arrêt et les redémarrages constituent des facteurs de risque pour l'installation, les modalités de gestion de l'installation pendant ces périodes doivent être établies par l'exploitant de manière à gérer ce risque, qui dépend notamment de la durée de l'arrêt et du caractère immédiat ou prévisible de la remise en service et de l'état de propreté de l'installation.

Dans un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine après tout redémarrage intervenant après un arrêt prolongé ou redémarrage saisonnier, une analyse en Legionella pneumophila est réalisée.

**Constats :**

L'exploitant a présenté à l'inspection ses protocoles de nettoyage-désinfection annuel ainsi que les procédures mises en œuvre en cas d'arrêt des installations supérieur à 7 jours. La dernière désinfection annuelle a été réalisée en janvier 2024 pour les deux TAR par un agent bénéficiant de l'attestation à la formation sur la prévention du risque légionelle. Celle-ci est réalisée de la façon suivante :

- Une vidange complète des circuits de refroidissement, des bassins et des tuyauteries,
- Un nettoyage au nettoyeur haute pression du faisceau tubulaire et du packing des parois

du condenseur

- Une pulvérisation de biodispersant BWT CS 1003 sur le pare gouttelettes
- Le nettoyage et rinçage des bassins
- La remise en eau suivi de l'injection de désinfectant BWT CS-3018 ( 3 litres / TAR) et de biodispersant BWT ECO 81-040 ( 0.6 litres par TAR) directement dans le bassin,
- La remise en circulation de la pompe pendant au minimum 4 heures en circuit fermé
- L'injection de désinfectant BWT CS-3001 : 1.5L / TAR directement dans le bassin, puis la remise en circulation de la pompe pendant au minimum 4 heures en circuit fermé et à la fin de cette période, l'ouverture de la vanne de vidange, afin de procéder à la vidange totale de l'installation
- Le nettoyage et rinçage du bassin,
- La remise en eau et injection choc de biocide de BWT CS-3001 à 0.6L / TAR,
- Les vérifications du bon fonctionnement de la régulation de niveau, du fonctionnement de la purge de déconcentration,
- La mise en service de la pompe de circulation pour vérification du bon fonctionnement des diffuseurs et la remise en service du condenseur

La TAR n°1 a subi en 2024 un arrêt de 6 mois (de janvier à juin 2024), la procédure présentée par l'exploitant en cas d'arrêt supérieur à 7 jours est la suivante :

- Le nettoyage et le rinçage au nettoyeur haute pression des parois du condenseur et du bassin,
- La remise en eau et injection de désinfectant BWT CS-3018 (1.8 litres par TAR) et de biodispersant BWT ECO-81-040 (0.3 litres par TAR) directement dans le bassin
- La remise en circulation de la pompe pendant au minimum 6 heures en circuit fermé et à la fin de cette période l'ouverture pendant au moins 3 heures de la vanne de vidange, afin de procéder à la vidange totale de l'installation
- Le nettoyage et rinçage du bassin,
- La remise en eau et l'injection choc de biocide de BWT CS-3001 (0.6 L / TAR)
- La mise en service de la pompe de circulation pour vérifier le bon fonctionnement de la pulvérisation
- La remise en service du condenseur et la remise en fonctionnement de la purge de déconcentration après le temps de contact (mini 6 heures),
- Les analyses réalisées dans un délai de 48h puis une semaine après.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 :** Traçabilité des actions correctives et préventives, du nettoyage annuel.

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.IV.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, respect des consignes d'exploitation

**Prescription contrôlée :**

2. Carnet de suivi

L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne :

- les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ;
- les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ;
- les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ;
- les périodes d'arrêts complet ou partiels ;

- le tableau des dérives constatées pour la concentration en Legionella pneumophila, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ;
- les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ;
- les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curative (dates, nature des opérations, identification des intervenants, nature et concentration des produits de traitement, conditions de mise en œuvre) ;
- les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs.
- les modifications apportées aux installations.

#### Constats :

L'exploitant a présenté lors de la visite d'inspection son carnet de suivi indiquant toutes les interventions réalisées sur les 3 dernières années et précisant :

- les volumes d'eau consommés et rejetés,
- les quantités de produits de traitement consommées chaque année, les périodes d'utilisation, le mode de fonctionnement pendant ces périodes, les périodes d'arrêt, le tableau des dérives constatées pour la concentration en Legionella pneumophila,
- les actions correctives, préventives et curatives effectuées sur les deux tours aéroréfrigérantes.

Le tableau présenté par l'exploitant sur les années 2023 et 2024 ne fait pas apparaître de dérives constatées pour la concentration Legionella pneumophila ou pour les autres indicateurs de suivi.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Fréquence des analyses réglementaires des concentrations en Lp

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.d

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance de l'installation

#### Prescription contrôlée :

a) Fréquence des prélèvements en vue de l'analyse de la concentration en Legionella pneumophila

La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Ces prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431 (avril 2006). L'ensemble des seuils de gestion mentionnés dans le présent arrêté sont spécifiques à cette méthode d'analyse et exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L).

L'exploitant peut avoir recours, en lieu et place de la norme NF T90-431 (avril 2006), à une autre méthode d'analyse si celle-ci a été préalablement reconnue par le ministère en charge des installations classées. Pour chaque méthode reconnue, le ministère indique les seuils de gestion à utiliser ou la méthodologie de fixation de ces seuils par l'exploitant.

Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.

#### Constats :

L'inspection a pu vérifié que sur les deux dernières années : la fréquence d'analyse a bien été respectée sur les deux tours TAR 1 et 2 et que les résultats sont conformes :

Date du prélèvement	TAR 1 Résultats	TAR 2 Résultats
16/01/23	< 1000 UFC/L	< 1000 UFC/L
14/03/23	< 1000 UFC/L	< 1000 UFC/L
26/05/23	< 1000 UFC/L	< 1000 UFC/L
11/07/23	< 1000 UFC/L	< 1000 UFC/L
13/09/23	< 1000 UFC/L	< 1000 UFC/L
13/11/23	< 1000 UFC/L	< 1000 UFC/L
19/01/24	TAR n°1 à l'arrêt	< 1000 UFC/L
06/03/24	TAR n°1 à l'arrêt	< 1000 UFC/L
15/05/24	TAR n°1 à l'arrêt	< 1000 UFC/L
17/06/24	TAR n°1 à l'arrêt	< 1000 UFC/L
01/07/24	< 1000 UFC/L	< 1000 UFC/L

09/09/24	< 1000 UFC/L	< 1000 UFC/L
Type de suites proposées : Sans suite		

#### N° 8 : Modalités de prélèvement en vue de l'analyse des légionelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.3.b
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance de l'installation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le prélèvement est réalisé par un opérateur formé à cet effet, sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. Pour les circuits où l'eau est en contact avec le procédé à refroidir, ce point sera situé si possible en amont et au plus proche techniquement possible de la dispersion d'eau, soit de préférence sur le collecteur amont qui est le plus représentatif de l'eau dispersée dans le flux d'air.</p> <p>Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant. Il doit permettre la comparaison entre les résultats de plusieurs analyses successives.</p> <p>Les modalités du prélèvement, pour le suivi habituel ou sur demande des installations classées, doivent permettre de s'affranchir de l'influence des produits de traitement.</p> <p>En particulier, si une injection ponctuelle de biocide a été mise en œuvre sur l'installation, un délai d'au moins quarante-huit heures après l'injection doit toujours être respecté avant le prélèvement d'un échantillon pour analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>, ceci afin d'éviter la présence de biocide dans le flacon, ce qui fausse l'analyse.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les analyses des années 2023 et 2024 ont toutes été réalisées par le laboratoire agréé Eurofins basé à Douai. Le produit biocide non oxydant est injecté uniquement avant le nettoyage préventif annuel ou à la suite d'un dépassement en légionelle (la dernière injection a eu lieu le 15/01/2024). Le prélèvements réalisé par le laboratoire d'analyse au plus proche de la date de nettoyage annuel a été réalisé le 19/01/2024 pour la TAR n°2 (la TAR n°1 étant à l'arrêt). Le délai de 48 heures entre l'injection du biocide et le prélèvement est donc bien respecté pour l'ensemble des analyses effectuées sur les années 2023 et 2024. Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté que les points de prélèvement pour chacune des deux tours étaient clairement indiqués, facile d'accès et permettant de collecter un échantillon représentatif de l'eau dispersée dans le flux d'air, car ce point est situé pour chacune des deux tours à l'endroit le plus proche du point de dispersion d'eau.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

#### N° 9 : Transmission des résultats d'analyses

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.e
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>e) Transmission des résultats à l'inspection des installations classées</p> <p>Les résultats d'analyses de concentration en Legionella pneumophila sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements correspondants.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a pu constater que l'exploitant transmet ses résultats d'analyse réglementaire de manière régulière sur l'application GIDAF.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Nettoyage préventif annuel**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consignes d'exploitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>c) Nettoyage préventif de l'installation</p> <p>Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la ou des tour(s) de refroidissement, de ses (leurs) parties internes et de son (ses) bassin(s), est effectuée au minimum une fois par an.</p> <p>Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains de l'installation, des moyens de protection sont mis en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement. L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de légionelles.</p> <p>Si le nettoyage préventif annuel nécessite la mise à l'arrêt complet de l'installation, et que l'exploitant se trouve dans l'impossibilité technique ou économique de réaliser cet arrêt, il en informe le préfet et lui propose la mise en œuvre de mesures compensatoires.</p> <p>L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert.</p> <p>Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La dernière intervention de nettoyage par actions mécaniques des deux tours de refroidissement a été effectuée le 15/01/2024 par la société externe Novalair. L'exploitant a présenté le compte-rendu détaillant les observations sur l'état de chacune des deux tours (RAP TS0F001/2024) ainsi que la nature des travaux réalisés (changement de la pompe de circulation de la TAR 1, nettoyage à eau pressurisée des dévésiculeurs, des rampes de distribution et des bassins des TAR).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 11 : Procédure en cas de dépassement des 100000 UFC/L**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consignes d'exploitation</p>

## Prescription contrôlée :

1. Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme NF T90-431 (avril 2006) mettent en évidence une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 100 000 UFC/L.

a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention « URGENT & IMPORTANT - TOUR AÉRORÉFRIGÉRANTE - DÉPASSEMENT DU SEUIL DE 100 000 UNITÉS FORMANT COLONIES PAR LITRE D'EAU ».

Ce document précise :

- les coordonnées de l'installation ;
- la concentration en *Legionella pneumophila* mesurée et le type de résultat (provisoire confirmé ou définitif) ;
- la date du prélèvement ;
- les actions curatives et correctives mises en œuvre ou prévues et leurs dates de réalisation.

En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production et met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en *Legionella pneumophila* dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1 000 UFC/L. Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

En tout état de cause, l'exploitant s'assure de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion.

Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours.

b) A l'issue de la mise en place de ces actions curatives et correctives, l'exploitant en vérifie l'efficacité, en réalisant un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à la mise en œuvre de ces actions est respecté.

c) Dès réception des résultats de ce nouveau prélèvement, ceux-ci sont communiqués à l'inspection des installations classées.

Des prélèvements et analyses en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (avril 2006) sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois.

d) L'AMR, les plans d'entretien et de surveillance sont remis à jour, en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de la dérive et en mettant en œuvre les mesures nécessaires à sa gestion.

e) Un rapport global sur l'incident est transmis à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de l'incident, c'est-à-dire la date du prélèvement dont le résultat d'analyse présente un dépassement du seuil de 100 000 UFC/L. Si le dépassement est intervenu dans une situation de cas groupés de légionelloses telle que décrite au point III du présent article, le délai de transmission du rapport est ramené à dix jours. Les plans d'entretien, de surveillance et l'analyse méthodique des risques



actualisés sont joints au rapport d'incident, ainsi que la fiche stratégie de traitement définie au point I. Le rapport précise et justifie l'ensemble des actions curatives et correctives mises en œuvre et programmées suite à cet incident ainsi que leur calendrier d'application.

Un exemplaire de ce rapport est annexé au carnet de suivi, tel que défini au point IV du présent article.

Le dépassement est également consigné dans un tableau de suivi des dérives joint au carnet de suivi.

f) Dans les six mois qui suivent l'incident, l'exploitant fait réaliser une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent, telle que définie au point IV-1 du présent article.

#### **Constats :**

L'exploitant a transmis à l'inspection son plan d'action en cas de dépassement supérieur à 100 000 UFC/litre. Le plan d'action transmis répond aux dispositions de l'article 26.3 de l'arrêté ministériel du 14/12/2013 à savoir qu'il précise :

- Dès la réception d'un résultat indiquant une concentration en Légionelles > 100 000 UFC/litre, la prévention immédiatement par télécopie de l'inspection des installations classées.
- l'arrêt immédiat de l'installation concernée, puis procéder à la vidange puis au nettoyage/désinfection du circuit en appliquant la procédure correspondante.
- avant la remise en service de l'installation et sous 15 jours, la recherche des causes du dépassement et la mise en place d'un plan d'actions correctives, l'enregistrement des mesures d'amélioration et la mise à jour du tableau des dérives joint au carnet de suivi, la révision de l'analyse de risques, du plan d'entretien et du plan de surveillance en prenant en compte les causes de la dérive.
- Dès la remise en service de l'installation : la mise en place de contrôles analytiques (pH, TH, conductivité, température, relevé des consommations) 48 heures après la remise en service,
- La mise en œuvre d'un prélèvement pour une analyse de recherche de Légionelle à réception des résultats, puis la transmission à l'inspection des installations classées d'un rapport global sur l'incident et de l'analyse de risques révisée,
- en cas de résultat en concentration de Légionelles > 1 000 UFC/litre la mise en place d'un prélèvement tous les 15 jours, pendant 3 mois,
- la transmission du rapport complet à l'inspection des Installations Classées dans les 6 mois suivant l'incident puis la réalisation une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 12 :** Stockage des produits biocides et autres.

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 9

**Thème(s) :** Risques chroniques, Terrain - Prévention des accidents et des pollutions

**Prescription contrôlée :**

<p>Etat des stocks de produits dangereux.</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.</p> <p>La présence sur le site de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Concernant les conditions de stockage des deux biocides (biocide oxydant BWT 4001 et biocide non oxydant BWT CS 3001), l'inspection a constaté sur le terrain que les conditions de stockage décrites dans les FDS sont respectées. En effet les biocides sont stockés verticalement dans des récipients étanches à une température ambiante inférieure à 35°C. Les deux biocides sont stockés sur des rétentions type caniveaux enterrés, bien distincte et distante l'une de l'autre afin d'éviter toute interaction entre les deux produits. En outre, l'exploitant dispose dans son hall de stockage des moyens d'extinction adéquats décrits dans la FDS ( Extincteurs pulvérisateurs d'eau adaptés et positionnés au droit de la zone de stockage).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

N° 13 : Etat des parties visuellement accessibles.

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2. et</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Terrain - Entretien préventif et surveillance de l'installation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>2. Entretien préventif de l'installation</p> <p>L'installation, en particulier ses parties internes, est maintenue propre et dans un bon état de surface avant tout redémarrage et pendant toute la durée de son fonctionnement.</p> <p>Avant tout redémarrage et en fonctionnement, l'exploitant s'assure du bon état et du bon positionnement du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires. Lors d'un changement de dispositif de limitation des entraînements vésiculaires, l'exploitant devra s'assurer auprès du fabricant de la compatibilité de ce dernier avec les caractéristiques de la tour, pour le respect du taux d'entraînement vésiculaire défini à l'article 12.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La dernière intervention de nettoyage par actions mécaniques a été réalisée le 15/01/2024 par la société Novalair sur la TAR n°1. Cette intervention comprenait le changement de la pompe de circulation et le nettoyage des dévésiculeurs, des rampes de distribution et du bassin de rétention de la TAR n°1.</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport TPSOFOO1/2024 comme justificatif de cette intervention.</p> <p>Un contrôle du disconnecteur des deux TAR a également été réalisé le 28/09/2024 par la société BWT.</p>

Lors de l'inspection terrain, il n'a pas été constaté d'état dégradé des parties visibles des deux TAR. L'état des dispositifs de limitation des entraînements vésiculaires ne présentait pas de dégradation. L'état de conservation des vésiculeurs et leur positionnement leur permettent d'éviter de manière efficace l'entraînement des gouttelettes vers l'extérieur.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 14 : Identification des produits biocides**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 29/06/2016, article article R.522-18

**Thème(s) :** Risques chroniques, Réglementation

**Prescription contrôlée :**

Nom commercial du produit biocide contrôlé.  
Nom et adresse du fournisseur.

**Constats :**

L'exploitant a fourni à l'inspection les FDS des deux produits biocides utilisés, les deux FDS contiennent les caractéristiques des deux produits ainsi que le nom et l'adresse du fournisseur. Les deux produits biocides utilisés sont :  
Le biocide organique non oxydant (BWT CS 3001) utilisé dans le cadre du traitement continu. Ce produit a fait l'objet d'une déclaration sur le site Biocid Déclaration en date du 14/12/2020.  
Le biocide oxydant BWT 4001 utilisé lors des traitements chocs.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 15 : Utilisation des produits biocides sur le site**

**Référence réglementaire :** Autre du 22/05/2012, article Annexe V

**Thème(s) :** Risques chroniques, Réglementation

**Prescription contrôlée :**

Utilisation du produit biocide sur le site.  
Type de Produit (TP) correspondant au sens de l'annexe V du Règlement (UE) n° 528/2012 du parlement européen et du conseil du 22/05/12 relatif à la mise à disposition sur la marché et l'utilisation des produits biocides (RPB).

**Constats :**

Pour le traitement de ses deux tours aéroréfrigérantes, l'exploitant a déclaré utiliser les deux produits biocides pour l'usage suivant :  
Le biocide organique oxydant BWT CS 4001 utilisé pour les traitements chocs;  
Le biocide BWT CS 3001 : biocide organique non oxydant utilisé pour le traitement en continu.  
Le type d'utilisation correspondant au sens de l'annexe V du Règlement (UE) n°528/2012 pour les deux biocides est le TP 11 ce qui correspond à un produit de protection des liquides utilisés dans les systèmes de refroidissement et de fabrication. L'exploitant utilise ici ce produit pour limiter l'activité biologique dans ses circuits de refroidissement. Cette utilisation est conforme avec le classement TP11.

N° 16 : FDS des produits biocides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013

Thème(s) : Risques chroniques, Réglementation

Prescription contrôlée :

Article 31.1 du règlement REACH (Règlement (CE) no 1907/2006):

«Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II:

a) lorsqu'une substance ou une préparation répond aux critères de classification comme substance ou préparation dangereuse conformément aux directives 67/548/CEE ou 1999/45/CE, ou b) lorsqu'une substance est persistante, bioaccumulable et toxique ou très persistante et très bioaccumulable, conformément aux critères énoncés à l'annexe XIII, ou c) lorsqu'une substance est incluse dans la liste établie conformément à l'article 59, paragraphe 1, pour des raisons autres que celles visées aux points a) et b). »

Article 31.5 du règlement REACH (Règlement (CE) no 1907/2006):

«La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle des État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou la préparation est mise sur le marché, à moins que le ou les États membres concernés en disposent autrement.»

Article 35 du règlement REACH (Règlement (CE) no 1907/2006):

«Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises conformément aux articles 31 et 32 et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.»

Article 31.6 du règlement REACH (Règlement (CE) no 1907/2006):

«La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes :

- 1) identification de la substance/préparation et de la société/ l'entreprise ;
- 2) identification des dangers ;
- 3) composition/informations sur les composants ;
- 4) premiers secours ;
- 5) mesures de lutte contre l'incendie ;
- 6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle ;
- 7) manipulation et stockage ;
- 8) contrôle de l'exposition/protection individuelle ;
- 9) propriétés physiques et chimiques ;
- 10) stabilité et réactivité ;
- 11) informations toxicologiques ;
- 12) informations écologiques ;
- 13) considérations relatives à l'élimination ;
- 14) informations relatives au transport ;
- 15) informations relatives à la réglementation ;

Point 1.2 de la Fiche de données de sécurité (FDS): «Utilisations identifiées pertinentes de la substance ou du mélange et utilisations déconseillées».

Contenu de la FDS défini par l'article 31.6 et l'annexe II du règlement REACH.

Article R.522-18 du Code de l'Environnement:

«La déclaration des produits biocides prévue au I de l'article L. 522-2 est adressée, par voie électronique, à l'Agence nationale, préalablement à la première mise à disposition sur le marché,

<p>sur le territoire national.</p> <p>Elle comporte :</p> <p>1° Le nom du responsable de la mise à disposition sur le marché du produit ;</p> <p>2° Le nom commercial du produit ;</p> <p>3° Le ou les types de produits présentés conformément à l'annexe V du règlement (UE) n° 528/2012 du 22 mai 2012 ;</p> <p>4° Le nom et la quantité ou la concentration de chacune des substances actives contenues dans le produit ;</p> <p>5° La classification du produit selon le règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 ;</p> <p>6° La fiche de données de sécurité prévue par l'article 31 du règlement (CE) n° 1907/2006 du 18 décembre 2006 ;</p> <p>7° Le type d'usage ;</p> <p>8° Le numéro de dossier figurant sur le registre des produits biocides défini à l'article 71 du règlement (UE) n° 528/2012 du 22 mai 2012, ou, le cas échéant, le numéro de l'autorisation de mise à disposition sur le marché du produit ;</p> <p>9° Le cas échéant, les catégories d'utilisateurs auxquels le produit est destiné.»</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fourni à l'inspection les FDS des produits biocides suivant :BWT CS 3001 et BWT 4001.</p> <p>Les FDS fournies sont rédigées en français et leur date de révision est au 22/08/2022.</p> <p>Les informations contenues dans les FDS sont mises à la disposition des employés utilisant les biocides lors des interventions de traitement. Ces informations sont contenues dans des fiches récapitulatives disposées sur les lieux de manipulation et de stockage du produit biocide BWT CS3001.</p> <p>La présence de ces fiches a été constatée par l'inspection lors de la visite terrain.</p> <p>Les FDS des biocide sont conformes à l'annexe II du règlement REACH. Celles-ci contiennent bien les 16 parties énoncées à l'article 31.6 du règlement REACH.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 17 : Substances actives

<p><b>Référence réglementaire :</b> Autre du 22/05/2012, article 89.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réglementation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Règlement (UE) n° 528/2012 du parlement européen et du conseil du 22/05/12 relatif à la mise à disposition sur la marché et l'utilisation des produits biocides (RPB).</p> <p>Caractéristiques de la/des substance(s) active(s) présente(s) dans le produit biocide: nom, n° CAS...</p> <p>Article 89.2 du RPB (Règlement (UE) n° 528/2012):</p> <p>«(...) Il [l'État membre] ne peut autoriser, conformément à ses dispositions nationales, la mise à disposition sur le marché sur son territoire que d'un produit biocide contenant des substances actives existantes qui ont été ou sont évaluées en vertu du règlement (CE) n o 1451/2007 de la Commission du 4 décembre 2007 concernant la seconde phase du programme de travail de dix ans visé à l'article 16, paragraphe 2, de la directive 98/8/CE ( 1 ), mais qui n'ont pas encore été approuvées pour le type de produits en question.</p> <p>Par dérogation au premier alinéa, s'il a été décidé de ne pas approuver une substance active, un</p>

État membre peut continuer à appliquer son système actuel ou ses procédures actuelles de mise à disposition sur le marché des produits biocides pendant douze mois au maximum après la date à laquelle a été prise la décision de ne pas approuver une substance active conformément au paragraphe 1, troisième alinéa. »

**Constats :**

Pour le biocide BWT CS 3001 et BWT 4001, les FDS datée du 22/08/2022 indique comme substance active : Mélange de 5-chloro-2 méthyl-2H isothiazol / n° cas : 55965-84-9. Cette substance est approuvée pour le TP11 au 01/07/2017 (site ECHA). Cette approbation est valable jusqu'au 30/06/2027.

**Type de suites proposées :** Sans suite